

Convergence entre enquêtes et comptes nationaux ? La stagnation du revenu par tête au Cameroun entre 1993 et 2005

Blaise Leenhardt¹

La présente note se veut une illustration de l'article de Charlotte Guénard et Sandrine Mesplé-Somps « Mesurer les niveaux de vie : que captent réellement les enquêtes ? » dans le cas de l'enquête sur « l'emploi et le secteur informel » menée au Cameroun en 2005. On montre que pour ce pays francophone on constate un grand parallélisme entre résultat des comptes et résultats des enquêtes. Ce faisant on est amené à mettre en avant la stagnation du revenu par tête au Cameroun (comme dans le reste de la zone franc) sur la période 1993-2005 et à toucher les limites du succès de la dévaluation et des politiques qui l'ont accompagnée puis suivie.

Deux enquêtes 1-2-3 ayant eu lieu à Yaoundé en 1993-1994, avant et après la dévaluation des CFA, on dispose donc, avec l'enquête 1-2 EESI² de 2005, de trois enquêtes identiques sur le temps long dans une même capitale d'Afrique francophone au Sud du Sahara. La comparaison entre les résultats de ces enquêtes et les comptes nationaux peut prendre ainsi un aspect dynamique, qu'il est intéressant d'étudier dans le cas camerounais compte tenu des débats actuels sur les évolutions divergentes ressortant des comptes et des enquêtes en matière de consommation et de revenu des ménages³, mis en lumière par Deaton et Bhalla⁴ par exemple, principalement à propos des pays émergents et rarement sur des cas francophones. A ces trois enquêtes de type 1-2-3 concernant la capitale administrative du Cameroun s'ajoute l'enquête

ECAM de 2001 qui, elle aussi, mais avec une méthodologie et un questionnaire différent, nous renseigne sur les emplois et les revenus à Yaoundé⁵ et s'intègre bien dans la série.

Une telle comparaison est, certes, fortement biaisée par le fait que les comptes concernent le Cameroun dans son ensemble alors que les enquêtes 1-2-3 de 93 et 94 sont limitées aux ménages urbains de la capitale et que donc les enquêtes ultérieures doivent être restreintes à cette catégorie de population pour que la série soit homogène. Les évolutions retracées par les enquêtes et les comptes n'ont alors a priori aucune raison d'être identiques, ni même comparables directement. Dans un cas on a affaire à l'évolution des revenus et du pouvoir d'achat des habitants de la capitale, les plus « riches » du pays

¹ AFD / DIAL

² L'enquête 1-2 EESI est une enquête nationale de la famille 1-2-3 (elle n'est pas limitée à la capitale, mais a été dimensionnée pour y être également représentative), mais sans phase 3.

³ Voir dans le même numéro 101 : « Mesurer les niveaux de vie : que captent réellement les enquêtes » de Charlotte Guénard et Sandrine Mesplé-Somps. Egalement : Angus Deaton (2005) ou S.S. Bhalla (2002). Selon les comptes nationaux, pour Bhalla, les objectifs du millénaire seraient déjà atteints aujourd'hui globalement en matière de pauvreté, alors que suivant les enquêtes l'objectif est pour 2015.

⁴ Deaton A. (2005), Bhalla S.S. (2002).

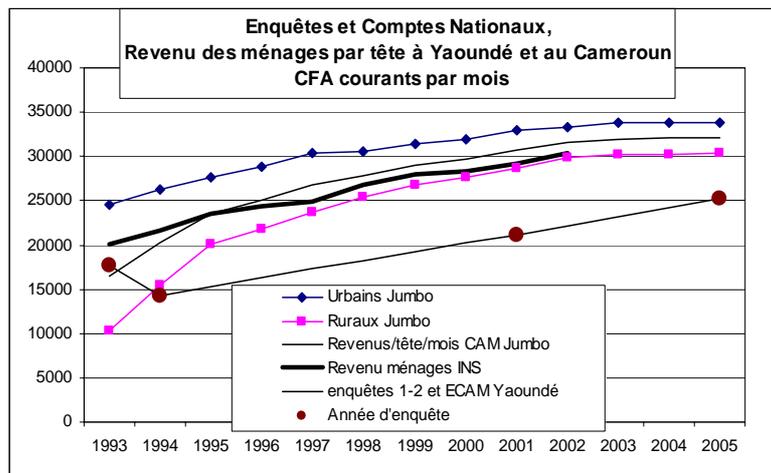
⁵ L'enquête ECAM de 2001, destinée à étudier la pauvreté, porte sur la consommation des ménages au Cameroun dans son ensemble. Comme l'enquête 1-2 EESI de 2005, elle a été conçue pour être représentative sur les sous échantillons restreints respectivement à Douala et à Yaoundé.

avec une rémunération moyenne triple de la moyenne nationale comme le montre l'enquête 1-2 EESI⁶, dans l'autre on considère le revenu pondéré des masses rurales et urbaines, incluant certes les précédents, mais ceux-ci ne pesant que 24 % de l'ensemble en 2005, comme le montre la même enquête. Or avec la « grande dévaluation » de 1994, et les mesures concomitantes⁷, on a précisément assisté à une diminution du niveau de vie des fonctionnaires et des urbains à l'avantage des

ruraux producteurs de biens échangeables (ou semi échangeables) internationalement. Sur la période de comparaison donc, les revenus urbains, suivant le consensus des économistes, ont d'abord baissé, les revenus ruraux ont augmenté, et les comptes nationaux doivent enregistrer le résultat de ces évolutions contradictoires, auxquelles sont venues se rajouter ultérieurement les dynamiques propres à l'économie camerounaise.

Graphique 1 :

Evolution nominale du revenu des ménages suivant les comptes et les enquêtes urbaines (CFA courants/mois)



Source : INS, CD Comptes Nationaux du Cameroun 1993-2003 : Revenu disponible brut ajusté des ménages et Population ; Modèle Jumbo AFD, proj. de Sept 01 et 06

La comparaison que nous nous proposons de faire n'aurait donc que bien peu de sens si nous nous contentions de comparer revenus issus de l'enquête (urbaine) et revenus issus des comptes (nationaux), mais opportunément, nous disposons, avec le modèle Jumbo de l'AFD, d'une estimation « quasi comptable » de l'évolution des revenus urbains et ruraux, calée au total sur l'évolution du PIB de la comptabilité nationale⁸. C'est donc à ce revenu urbain que nous nous proposons de comparer nos enquêtes.

Mais nous n'aurons, ce faisant, que partiellement résolu notre problème et la comparaison restera en partie biaisée puisque l'évolution des revenus urbains si elle inclut les revenus de Yaoundé en comprend beaucoup d'autres, susceptibles de varier suivant leur dynamique propre (Douala, les autres ville)... Il demeure qu'en excluant les revenus ruraux un pas important a été fait⁹.

⁶ INS (2006) p.85

⁷ En particulier la diminution nominale de la paye des fonctionnaires, phénomène unique en zone franc, le seul pays ayant connu une diminution comparable, le Sénégal, étant précisément revenu sur cette mesure à l'occasion de la dévaluation.

⁸ Voir une présentation résumée du modèle Jumbo de l'AFD dans « l'avertissement méthodologique » des projections Jumbo de mars 2004 sur www.afd.fr ou www.dial.prd.fr.

Le modèle distingue 3 types de revenus urbains (salaires publics, salaires privés, revenus des EI et revenus informels) et deux types de revenus ruraux (cultures de rente – variables suivant les pays, cacao, coton, café etc., et vivriers –commercialisés et autoconsommation-). Pour passer des revenus aux revenus par tête, on utilise les données de croissance de la population urbaine des WDI de la Banque, ainsi que le taux d'urbanisation de 1993 (voir note 29).

⁹ 21 % du PIB suivant les comptes.

Le graphique 1 nous montre l'évolution des revenus nominaux courants par têtes (en CFA courants par mois)

- suivant la comptabilité nationale (revenu disponible brut « ajusté¹⁰ » pour l'ensemble du Cameroun au sens SCN93, divisé par la population totale¹¹),
- suivant le modèle Jumbo de l'AFD (calé en 1993 sur les comptes, puis évoluant en fonction des principales données macroéconomiques disponibles), avec de surcroît une ventilation entre revenus urbains et revenus ruraux, essentielle dans cette comparaison.
- et enfin suivant les enquêtes 1-2-3 (phase 1) de janvier/février 1993, mai 1994 et mai/juin 2005.

Ce graphique montre un parallélisme assez satisfaisant à long terme entre la croissance nominale des revenus urbains du modèle Jumbo et la croissance résultant des enquêtes à Yaoundé (avec une croissance nominale faible en moyenne annuelle, 2,7 % l'an dans Jumbo sur la période 1993-2005, 3,0 % selon les enquêtes, si on part de 1993 (voir Tableau 1). Par ailleurs il convient de noter la forte croissance des revenus ruraux (9,4 %), contrebalançant la faible croissance urbaine et permettant une croissance globale nominale non négligeable (5,7 % l'an), légèrement supérieure au rythme nominal moyen ressortant des comptes (4,7 %) sur une période un peu plus courte, mais quasiment identique à l'inflation moyenne mesurée à Yaoundé (5,6 %).

Tableau 1

Evolution en valeur et en volume du revenu des ménages par tête et par mois suivant les enquêtes les comptes nationaux et le modèle Jumbo

	période	En valeur croissance moy. annuelle	En volume Croissance par rapport à 1993	Déflateur
Revenus Urbains/tête/mois Jumbo	1993-2005	2,7 %	-28 %	(d1)
Revenus Ruraux/tête/mois Jumbo	1993-2005	9,4 %	54 %	(d2)
Revenus Cameroun/tête/mois Jumbo	1993-2005	5,7 %	2 %	(d3)
Revenu disponible ajusté ménages/tête/mois INS	1993-2002	4,7 %	5 %	(a)
Enquêtes 1-2-3 Yaoundé	1993-2005	3,0 %	-26 %	(b)
Enquêtes 1-2-3 Yaoundé	1994-2005	4,8 %	16 %	(c)
pm déflateur de la conso des ménages INS (a)	1993-2002	3,3 %		
Indice des prix Yaoundé (b)	1993-2005	5,6 %		
Indice des prix Yaoundé (c)	1994-2005	3,8 %		

Nota : d1 = indice des prix urbains Jumbo calé sur prix Yaoundé ; d2 = indice des prix ruraux Jumbo ; d3 = pondération d1 et d2, base 1993.

Par contre, à court terme, la forte baisse présente dans l'enquête en 1994 ne se retrouve pas dans les résultats du modèle pour les revenus urbains la même année, ni a fortiori dans les résultats moyens du pays dans son ensemble (urbains + ruraux) tant selon Jumbo que selon les comptes. Il faut exprimer en volume et à prix constants les résultats du modèle pour retrouver le parallélisme entre enquêtes et comptes en 93-94 comme on le verra dans le graphique 2 plus avant¹².

En ce qui concerne l'évolution du rapport entre revenus d'enquêtes et revenus issus des comptes, ou plus précisément revenus issus d'une estimation des comptes urbains (Jumbo), ce quotient passe de 72 %/55 % en 1993-1994 à 64 %/75 % en 2001-2005, ce qui infirme l'idée d'une divergence progressive : on n'assisterait pas au Cameroun à cet écart croissant mis en lumière par Deaton et Bhalla entre les deux types de mesure du revenu et de la consommation, au contraire.

Le poids des écarts conventionnels entre revenus d'enquêtes et revenus issus des comptes

En niveau l'écart entre revenus d'enquêtes et revenus issus des comptes s'explique en grande partie par des différences méthodologiques, les revenus issus de l'enquête n'incluant pas un certain nombre d'éléments intervenant dans le calcul du revenu « ajusté » des comptes, en particulier :

- les **loyers fictifs imputés** dans les comptes (et donc dans Jumbo) aux propriétaires de leurs

¹⁰ Rappelons que suivant le SCN 93 le revenu disponible ajusté est égal au revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages.

¹¹ Source : CD Rom INS Cameroun, la population qui y figure croît sur la période 1993-2003 au rythme élevé de 2,9 % l'an. Pour les WDI ce taux serait moins élevé (2,4 % 1993-1002). Dans Jumbo 2,7 %. Voir note 30.

¹² Les raisons de ces écarts dans l'évolution en valeur sont à chercher pour l'essentiel dans le fait que les comptes sont des moyennes annuelles, alors que les résultats de l'enquête sont ceux du mois de février 1993, avant que les hausses de prix se répercutent sur les salaires.

logements (4-9 % de la consommation des ménages des capitales, selon Parstat¹³).

- Les **transferts, dividendes et autres revenus** (seuls les revenus d'activité principale figurent dans les revenus moyens par tête étudiés dans ce paragraphe¹⁴), soit 15 % de celui-ci en 2005¹⁵.
- Les **revenus d'activité secondaires**, moins élevés que l'on ne croit puisque le taux de pluriactivité est limité à 8-9 % (en nombre d'emploi, donc probablement inférieur en valeur moyenne par tête),
- Les éléments du revenu ajusté des ménages correspondant aux **dépenses individuelles des administrations publiques** c'est à dire aux **biens non marchands individualisables** (santé, éducation individualisable, i.e salaires de l'éducation nationale sauf services centraux, recherche etc...) qui sont maintenant pris en compte dans la consommation finale effective dans le SCN 93. Ces éléments représentent en moyenne 5,5 % de la consommation finale des ménages dans les comptes (de 3,5 à 7,5 % suivant les années).

Au total on recense donc des écarts de méthode et de définition s'élevant à près de $((4+9)/2) \% + 15 \% + 8 \% + 5.5 \% = 35 \%$ du revenu. Si l'on tient compte de ces éléments on voit qu'en 2005 les revenus mesurés dans l'enquête à Yaoundé (75 % du revenu urbain moyen Jumbo) dépasseraient donc de 10 % ($75 \% + 35 \% = 110 \%$)

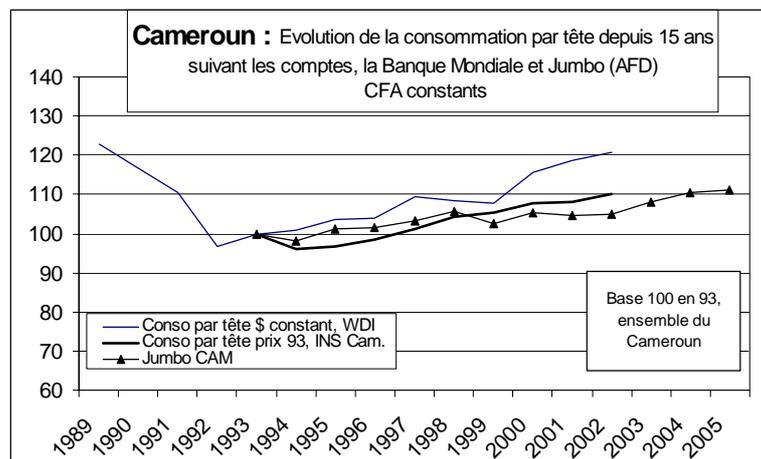
les revenus correspondants estimés dans le modèle Jumbo pour le revenu **urbain moyen**. Or, d'après l'enquête de 2005 la rémunération mensuelle moyenne à Yaoundé (72.890 CFA) est supérieure de 34 % à la rémunération urbaine moyenne soit 134 % de celle ci... **L'écart entre enquête et comptes serait ainsi encore de 24 % (=134 %-110 %) cette année là, les comptes ayant les résultats les plus élevés, comme c'est le cas en général.....**

L'évolution réelle ressortant des comptes, au Cameroun et en zone franc

Mais au-delà des niveaux nominaux c'est bien évidemment l'évolution en volume ou en « pouvoir d'achat » qui nous intéresse dans l'évolution longue de l'économie camerounaise depuis la dévaluation. Or les chiffres ressortant de l'enquête et rassemblés dans le Tableau 1 sont plus que décevants (du point de vue économique) puisque si l'on rapporte la croissance nominale des revenus issus de l'enquête à la croissance des prix à Yaoundé on aboutit à une baisse nette par tête de -26 %. Cette baisse est du même ordre que celle ressortant du modèle Jumbo (-28 %) pour les urbains dans leur ensemble.

Graphique 2a :

Evolution de la consommation par tête en volume suivant les comptes au Cameroun



Source : DVD INS, WDI 2004, Modèle Jumbo de l'AFD, projections de Sept 01 et mars 06.

¹³ Statéco 99 p92.

¹⁴ Ces revenus ont été calculés à partir du Tableau récapitulatif, « revenu d'emploi principal » en fin du rapport Merceron-Torelli-INS, et en passant aux revenus par tête en utilisant le taux d'occupation implicites de ce rapport.

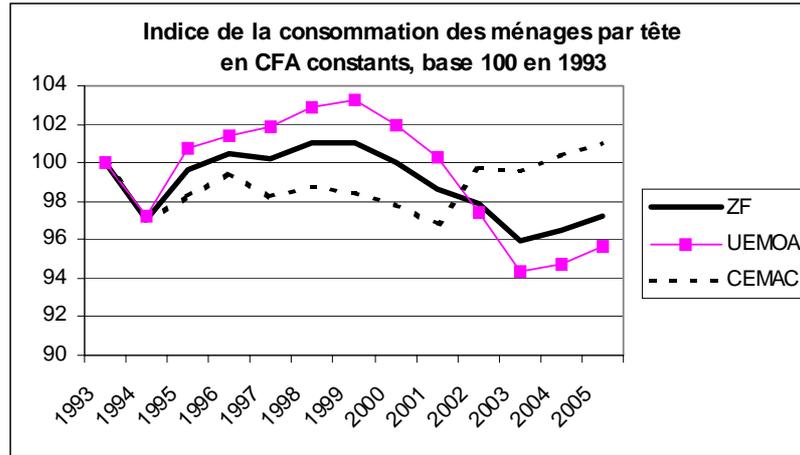
¹⁵ INS (2005) phase 1 p 56 Tableau 7-6 en passant des colonnes aux lignes.

Si l'on passe du revenu par tête à la consommation par tête, les résultats globaux pour l'ensemble du Cameroun (urbain + rural) sont un peu plus encourageants tant suivant la comptabilité nationale camerounaise (+10 % entre 1993 et 2003), que suivant les estimations du modèle Jumbo (+10 % entre 1993 et 2005) ou les WDI de la Banque

mondiale, manifestement plus optimistes¹⁶ (+20 % entre 1993 et 2002) comme cela ressort du graphique 2a. Cette situation un peu plus favorable toucherait la zone CEMAC dans son ensemble en fin de période, mais pas l'UEMOA, handicapée par l'évolution malheureuse qu'a connue la Côte d'Ivoire, comme le montre le graphique 2b.

Graphique 2b :

Evolution de la consommation par tête en zone franc



Source : REF n°75, 2004, « la zone franc dix ans après.. » équipe Jumbo.

Quoiqu'il en soit, en prenant de la hauteur, ce que met en avant selon nous ce deuxième graphique, c'est une absence de croissance notable de la consommation par tête en zone franc : on a pu relever là **un des échecs de la dévaluation** et des politiques qui l'ont suivies alors que leur réussite dans d'autres domaines, en matière de finances publiques et de PIB, est beaucoup plus nette¹⁷. Enquêtes et compte sont, sur ce constat, tout à fait en phase au Cameroun, comme on le verra dans le graphique 4.

Les incertitudes dues à la population jouent différemment sur les résultats des comptes et des enquêtes

L'intérêt du cas camerounais, c'est de trouver par enquête la confirmation de la stagnation du revenu

par tête qui ressort des comptes. Car, et c'est un élément important qu'il faut souligner, si l'échantillonnage a été bien fait, l'intervalle de confiance associé à un résultat d'enquête en terme de « revenu par tête » ou de « consommation par tête » est bien plus petit que celui que l'on doit associer au même résultat issu des comptes. Du fait des incertitudes sur la population du Cameroun, la comptabilité nationale donne une consommation par tête susceptible de varier entre l'indice 95 et l'indice 130 en 2002 sur la base 100 en 1993 ! Il en est de même pour les valeurs données par la Banque mondiale dont l'intervalle de variation va de 107 à 139 si la population est connue à $\pm 15\%$. Le revenu par tête des enquêtes est connu, lui, indépendamment de l'incertitude sur la variable population, à $\pm 4\%$ ¹⁸. D'autres biais évidemment sont susceptibles de peser sur sa valeur, particulièrement la sous déclaration.

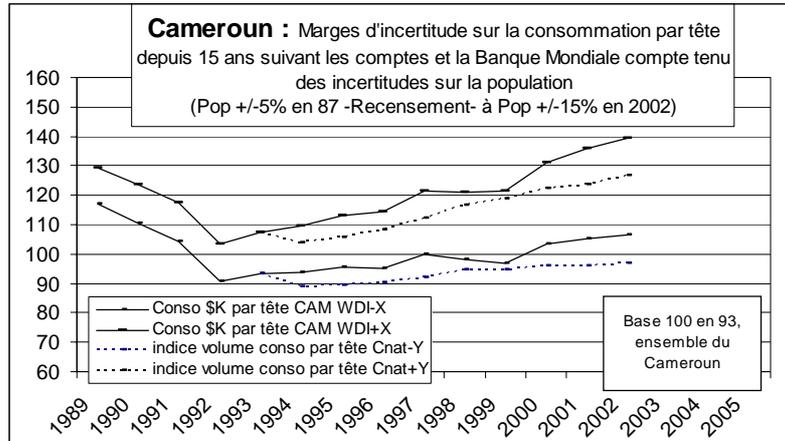
¹⁶ Mais avec une population croissant nettement moins vite en fin de période, ce qui augmente mécaniquement la consommation par tête, voir note de bas de page n°20, WDI CD rom 2004.

¹⁷ Voir Leenhardt B. Latreille T. Massuyeau B. Naudet D. (2004). A côté des succès indubitables de la dévaluation en matière de croissance économique, de finances publiques, de comptes extérieurs et de réserve de change,

trois échecs y sont relevés : la consommation des ménages par tête, l'endettement, et la substitution de produits vivriers locaux aux produits vivriers importés

¹⁸ Voir INS (2006b) p 47, Tableau 19 ... si l'échantillonnage est parfait.

Graphique 3 :

Marges d'incertitude de la comptabilité nationale

Source : CD Rom INS, WDI 2004.

Du point de vue de la mesure de la consommation par tête et de son évolution, dans le cas du Cameroun, les comptes nationaux sont donc un référentiel moins précis que les enquêtes¹⁹. Cela méritait d'être signalé. Cela est encore plus vrai pour la distinction faites dans le modèle Jumbo entre revenus urbains par tête et revenus ruraux par têtes, puisqu'à l'incertitude sur la population totale s'ajoute l'incertitude sur son partage entre urbains et ruraux et sur l'évolution de ce partage dans le temps²⁰.

Le parallélisme entre enquêtes et comptes en termes réels sur la période 1993-2005 confirme doublement la réduction des inégalités qui a accompagné la dévaluation, puis la quasi stabilité du revenu par tête.

La cartouche de gauche du graphique 4 reprends les données du graphique 1 et du Tableau 1 (revenu²¹ disponible ajusté des ménages issus de la comptabilité nationale camerounaise, revenus²¹

¹⁹ A l'inverse, du pont de vue macroéconomique, les équilibres globaux de la comptabilité nationale sur la consommation ou le revenu des ménages, établis par ses méthodes propres et indépendamment de la population, sont plus adaptés que les simples extrapolations d'enquêtes.

²⁰ Dans Jumbo le taux de croissance de la population est de 2.7 % par an sur la période, mais le taux de croissance des urbains passe de 5 % à 3.3 % en fin de période, celui des ruraux augmentant de 1 % à 2.1 %. La Comptabilité Nationale camerounaise retient un taux de 2.9 % en moyenne sur dix ans.

urbains, ruraux et totaux issus du modèle Jumbo, revenus²¹ déclarés dans les enquêtes 1-2-3 et ECAM à Yaoundé) mais les présente en CFA constants et non plus en CFA courants, chaque source ayant son déflateur spécifique, comme noté dans le Tableau 1, et sa population spécifique.

Ce premier graphique montre bien l'accord « en volume » et « en évolution » entre les estimations « quasi comptables » du modèle Jumbo et les résultats de la nouvelle série des comptes nationaux issus d'ERE TES²². Les deux courbes de revenu moyen par tête pour l'ensemble du Cameroun sont presque confondues sur la période 1993-2002 et ont des inflexions parallèles (sauf en 1997) autour d'une moyenne de 30.000 CFA constants de 2003 convertis en francs CFA de 2005.

L'intérêt du modèle Jumbo sur la période et de bien mettre en avant le fait que cette quasi stabilité résulte bien d'une évolution inverse entre les revenus ruraux et les revenus urbains, les uns croissant fortement en début de période puis plus faiblement mais régulièrement ensuite²³, les autres

Les WDI de la Banque partent, respectivement pour le total de la population, les ruraux et les urbains, de (2.8 %, 1.3 %, 5.0 %) en 1993 pour arriver à (2.1 %, 0.6 %, 3.6 %) en 2002. On retiendra de ce travail qu'il semble impossible que la population urbaine continue à croître en ASS au rythme de 8 % l'an comme annoncé par certains : les revenus urbains seraient depuis longtemps inférieurs aux revenus ruraux et on assisterait à une inversion des flux...

²¹ Il s'agit du revenu mensuel par tête : pour les comptes et Jumbo on divise par 12, puis par la population.

²² Qu'on nous permette de souligner cette convergence assez remarquable, d'autant que lors des projections le FMI et les agences multilatérales utilisaient d'autres données en matière de comptes.

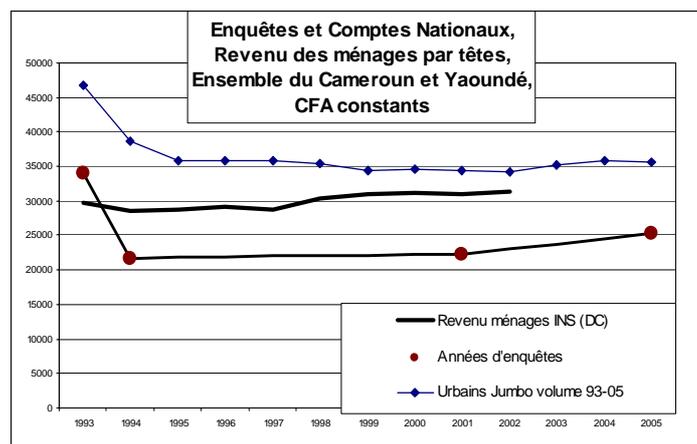
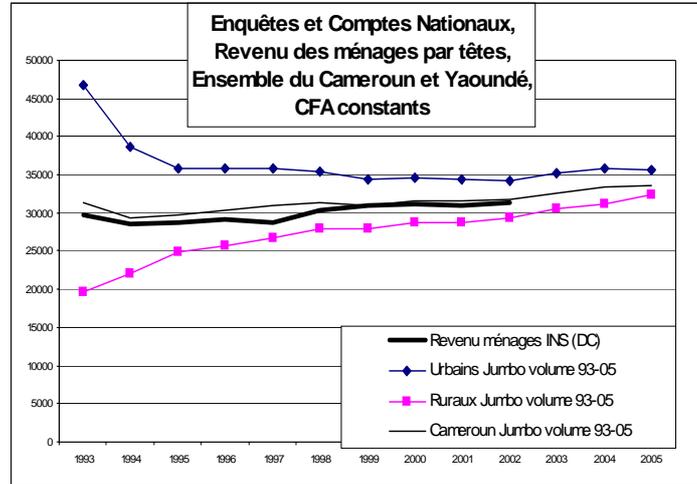
²³ Rappelons que l'indice de prix des produits locaux, base 100 en 1993, a dépassé l'indice de prix des produits importés au Cameroun courant 2001. Les vivriers, essentiels dans le revenu rural, y tiennent une bonne part.

diminuant fortement en début de période, avec l'inflation consécutive à la dévaluation, le blocage

et la baisse des salaires administratifs pour stagner ensuite avant de marquer une nouvelle inflexion sur la fin.

Graphique 4 :

Parallélisme entre enquêtes et comptes nationaux



Nota : Volumes en Francs CFA constants de 1993 (prix et taux de change de 1993) convertis en francs CFA de 2005 en utilisant l'indice des prix à Yaoundé base 100 en décembre 1993 (Afristat), soit 191,9 en 2005.

C'est la même évolution que l'on retrouve dans les enquêtes à Yaoundé, avec une baisse plus accentuée en 1994, s'expliquant en grande partie par le fait que la capitale, ville de fonctionnaires, a été plus touchée que les autres villes par l'« ajustement » macroéconomique. La deuxième cartouche du graphique 4 met bien en avant ce parallélisme réconfortant entre enquêtes et comptes ou, pour être plus précis, entre enquête et « modélisation » des comptes. Cette modélisation ici nous aura évité d'entonner trop rapidement, à propos du Cameroun, le refrain de la divergence entre enquêtes et comptes, alors même que bien des éléments auraient pu nous y inciter. L'exception camerounaise confirme-t-elle la règle ? S'il est encourageant que parfois enquêtes, comptes et modélisation convergent, on doit aussi remarquer qu'avec le Cameroun nous ne sommes pas dans le

cas d'un pays émergent en forte croissance. Or c'est dans ces pays que comptes et enquêtes divergent du fait de la difficulté de saisir dans les enquêtes les hauts revenus des classes nouvelles qui apparaissent avec la croissance « moderne ».

Retour sur le modèle Jumbo et l'écart entre revenus ruraux et revenus urbains

Le modèle Jumbo a été écrit et calé en 1996-97 (avec 1993 comme année de base) puis rebasé en 2001 (sur l'année 1997)¹, sans que l'on dispose à l'époque au Cameroun, mais également ailleurs en

¹ Et dernièrement pour les projections de 2007, l'AFD a rebasé le modèle sur l'année 2002, mais cette dernière version n'a pas été utilisée ici.

zone franc, de résultats d'enquêtes aussi détaillés que ceux qu'on peut avoir avec les enquêtes Parstat pour l'UEMOA, et surtout avec l'enquête nationale EESI 2005 Cameroun. La ventilation des revenus entre revenus ruraux et revenus urbains serait, à la lumière de cette enquête à revoir, en particulier les revenus de l'informel, qui sont, dans le modèle Jumbo actuel, affectés en totalité au monde urbain, alors que l'enquête 1-2 EESI 2005 montre par exemple que 53 % des emplois et 39 % des revenus informels sont issus du monde rural². Ce « recadrage » de la maquette est bien sur nécessaires pour en améliorer la fiabilité en prévision, pour autant l'analyse rétrospective longue à laquelle nous nous sommes livrés n'en serait probablement guère modifiée, les revenus de l'informel étant dans le modèle supposés évoluer en valeur comme le PIB hors pétrole et hors agriculture d'exportation, et donc ne pas connaître les « à coups » liés à ces produits.

Pour autant il n'aura pas échappé à la sagacité de nos lecteurs que l'écart en fin de période entre revenus urbains et revenus ruraux, tant en nominal qu'en CFA constants, est particulièrement faible dans les estimations Jumbo puisque pour 2005 par exemple on relève un écart de 11 % entre ces deux revenus par tête, pour une moyenne de 32 000 CFA mensuels (y compris autoconsommation) alors que l'enquête EESI nous donne un écart de 240 % pour un revenu moyen de 26 817³ CFA (hors autoconsommation). La prise en compte de l'autoconsommation⁴, si importante dans les campagnes⁵, diminuerait considérablement l'écart entre revenus urbains et ruraux issus des enquêtes. A l'inverse la reventilation vers les ruraux de bas revenus informels⁶ que le modèle Jumbo attribue actuellement aux urbains augmenterait l'écart entre les deux types de revenus dans le modèle. Il n'est pas sûr qu'au total on arriverait ainsi à un résultat identique, mais on serait nettement plus proche. Pour finaliser le calage il faudrait revenir sur l'écart entre revenus ruraux et revenus urbains par tête en 1993, par le biais, soit des populations

respectives⁷, soit de la répartition de la valeur ajoutée. L'écart de 1 à 2.4 entre revenu ruraux et revenus urbains (+140 %) qui avait été retenu dans le modèle lors des calages initiaux pour 1993 devrait alors être augmenté et le graphique 4 voir les revenus Jumbo urbains subir une translation vers le haut.

Ces corrections nécessaires ne changeraient pas le film, et la spectaculaire diminution des inégalités entre urbains et ruraux entraînée par la dévaluation : S'il y a eu « ajustement par le bas » pour les urbains, il y a bien eu symétriquement un « ajustement par le haut » pour les ruraux. Du moins c'est ce que montre la modélisation Jumbo. Les enquêtes au Cameroun ne confirment que la première partie de la proposition, faute d'avoir eu lieu dans le monde rural au départ, en 1993.

Finalement ce que l'on doit retenir de ce détour macroéconomique sur les revenus urbains et ruraux, entre 1993 et 2005, depuis la dévaluation donc, c'est qu'il y a bien eu une paupérisation urbaine, une remise à niveau des campagnes et au total une réduction des inégalités, mais que cette réduction des inégalités a eu lieu dans la stagnation du revenu moyen par tête et de la pauvreté, phénomènes bien difficiles à vaincre en Afrique dans un contexte de forte croissance démographique. La croissance retrouvée de 3-5 % l'an qu'a connu le pays sur la période s'est dissoute dans l'accroissement démographique... C'est certes une amélioration par rapport à la période précédente anté-dévaluation ou la fossilisation de la zone franc entraînait des baisses du revenu par tête (graphique 2a⁸), mais c'est une amélioration bien limitée.

² Au demeurant cette ventilation est très sensible au critère d'urbanisation retenu : plus de 50 000 habitants comme au Cameroun, avec un semi rural (10.000-50.000) associé au rural (<10 000) dans les chiffres cités ; Plus de 5.000 habitants en Côte d'Ivoire ; Plus de 2.000 habitants et 400 maisons contiguës au Pérou...

³ INS (2005) Phase 1 p 85

⁴ Impossibles à recalculer dans l'enquête EESI 1-2 du fait de l'absence de phase 3.

⁵ 25 % de la production agricole est commercialisée à Madagascar par exemple et 75 % autoconsommée.

⁶ Les revenus ruraux informels non agricoles sont la moitié (respectivement le tiers) du revenu moyen (respectivement médian) correspondant. Phase 2 p.85.

⁷ Nous avons retenu dans le présent exercice pour 1993 les données de la Banque pour le partage urbains ruraux avec un Cameroun à 43 % d'urbains cette année là. De 1993 à 2002 nous avons gardé la croissance de la population urbaine de la Banque et soldé sur la population rurale, car la croissance globale de Jumbo est de 2.7 % et non de 2,4 % comme pour la Banque. Pour 2003-2005 nous avons prolongé la tendance urbaine de la Banque. La notion « d'urbains » étant relativement floue c'est sur ces hypothèses qu'il faudrait revenir.

⁸ Et qu'il a été bien difficile en son temps de faire admettre par les autorités, tant françaises que camerounaises.

Références Bibliographiques

AFD (2004), « Perspectives économiques et financiers des pays de la zone franc, (Modèle Jumbo) », diverses parutions entre 1996 et 2007 : Pour les projections camerounaises : Septembre 2001 et septembre 2006. Pour la présentation de la version actualisée du modèle : avril.

Bhalla S.S. (2002), « Imagine there's no country: Poverty, Inequality and Growth in the era of Globalization », Washington D.C., *Institute for International Economics*, October, 288 p.

Cogneau D. Collange G. (1998), « Les effets à moyen terme de la dévaluation des francs CFA : une comparaison Cameroun – Côte d'Ivoire ». *Revue d'économie du développement* 3-4/1998.

Deaton A. (2005), « Measuring Poverty in a Growing World (or Measuring Growth in a Poor World) », *Review of Economics and Statistics*, vol 87 (1), February, pp 1-19.

INS (2005), « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005. Phase 1 : Enquête sur l'Emploi. Rapport principal ». Cameroun. Décembre.

INS (2005), « Comptes nationaux du Cameroun, 1993-2003 ». Cameroun. CD ROM. Décembre.

INS (2006), « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005. Phase 2 : Enquête sur le secteur informel. Rapport principal ». Cameroun. Février

INS (2006), « Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005. Bilan méthodologique ». Cameroun, septembre.

Leenhardt B., Latreille T., Massuyeau B., Naudet D. (2004), « La zone Franc, dix ans après la dévaluation : situation macroéconomique » *Revue d'économie financière*, n°75.

Leenhardt B., Kuppie M., Fouoking J., Guillemain S. (2007), « L'intégration de l'informel non agricole dans les comptes nationaux, leçons camerounaises » DIAL-INS, Document de travail version provisoire, Mai.

Massuyeau B. (2003), « Cameroun, le risque d'une stratégie de développement inadaptée aux besoins de l'économie nationale » AFD, DPE/DME, Janvier

Merceron S., Roubaud F., Torelli C. (2007), « Urban labour market dynamics in Cameroon, 1993-2005: does growth transmit to the households? », DIAL, Conference IZA/WB – Bonn – « Labour Markets in Developing and Transition Economies », mai.

Merceron S., Roubaud F., Torelli C., Anjuenneya Njoya A., Djomo S., Guillemain S. (2007), « Dynamique du marché de l'emploi à Yaoundé entre 1993 et 2005 : des déséquilibres persistants » DIAL-INS, Document de travail version provisoire. Janvier.

